

## **Poste : le service public est menacé, Mobilisons-nous pour le défendre !**

Réalisée en février 2026, une enquête Odoxa montre et confirme que les Français restent massivement attachés à leurs services publics. Ils ont une bonne opinion des agents de la fonction publique. S'ils constatent aussi que leur qualité se détériore gravement, les causes en sont clairement identifiées : cette dégradation est due **au manque de moyens humains et financiers**. Il ressort également de cette enquête que les Français souhaitent faire du service public un enjeu central pour les générations futures.

**Or, l'adoption du budget austéritaire et antisocial de 2026 va à l'encontre de cette aspiration populaire. Les services publics -transports, éducation, santé, enseignement, poste, entre autres- sont mis à rude épreuve et se trouvent gravement menacés.**

Les conséquences locales de ces politiques se multiplient. La Poste en fournit actuellement une illustration particulièrement préoccupante.

Dans un communiqué, la CGT FAPT 65 décrit une situation devenue « désastreuse » pour les postiers, confrontés à des réorganisations répétées, à une surcharge de travail croissante et à une dégradation notable de la qualité du service rendu aux habitants : tournées de plus en plus tardives, courrier accumulé pendant plusieurs jours, retards dans la distribution de la presse quotidienne et allongement généralisé des délais de distribution.

La CGT affirme que de nouvelles restructurations sont en préparation sur les sites de Tarbes Bastillac et de Lannemezan. Face à cette accumulation de tensions, un préavis de grève illimitée a été déposé, accompagné d'un appel au soutien des élus et des usagers.

Nous appelons à soutenir cette mobilisation.

**La bataille parlementaire a montré que d'autres choix étaient possibles pour dégager des ressources nouvelles, comme en témoigne le contre-budget 2026 proposé par La France insoumise. Chiffré précisément, ce projet propose une rupture avec la fuite en avant actuelle.**

Le récent vote à l'Assemblée nationale, qui a adopté le projet de loi actualisant la programmation militaire pour la période 2024-2030, en constitue une nouvelle illustration : le texte prévoit 36 milliards d'euros supplémentaires pour les armées, alors même qu'une économie de paix demeure le seul chemin susceptible d'apporter des solutions durables aux défis sociaux et humains auxquels notre pays est confronté.